

## AVAS et SICTAME vous informent

*Un même combat et un même objectif : Une entreprise au service de l'homme*

**Ce mois-ci, éliez vos représentants au Conseil de surveillance  
TOTAL Actionnariat France**

*... et en pages centrales de ce document, retrouvez :*

### L'évolution du Groupe en quelques chiffres

AVAS et SICTAME vous invitent à prendre connaissance de leur traditionnel tableau de suivi de l'évolution du Groupe en quelques chiffres et de l'analyse qu'ils en font.

Nous espérons ainsi vous apporter un éclairage sur la marche de l'entreprise, dont vous êtes salarié et également actionnaire pour la plupart d'entre vous.

Dans ce dernier cas et si vous détenez des parts dans le fonds Total Actionnariat France, il vous est demandé d'élire vos représentants au Conseil de surveillance de ce fonds. Vous avez reçu, après le 10 octobre, un courrier vous indiquant comment voter par Internet ou comment obtenir le matériel de vote par correspondance.

Si vous êtes salarié actionnaire et si vous n'avez pas encore voté, vous pouvez le faire en vous connectant au site de vote par internet et en utilisant l'identifiant et le mot de passe qui vous ont été communiqués par courrier.

Vous pouvez le faire aussi, en téléphonant à la plate forme dédiée - au 02 40 71 03 08 - pour obtenir le matériel de vote par correspondance. Dans ce cas, munissez-vous de votre numéro de compte Amundi qui vous sera demandé (*vous le retrouverez sur vos relevés de compte*).

Votre vote doit être effectué ou être parvenu pour au plus tard le 30 novembre.

AVAS-SICTAME présente une liste de candidats à vos suffrages. Vous pouvez retrouver cette liste et notre profession de foi sur le site de vote. Vous l'aurez aussi si vous demandez le matériel de vote par correspondance.

Vous pouvez aussi retrouver notre profession de foi et notre liste de candidats, par exemple sur le site de l'AVAS : [www.esop-avas.org](http://www.esop-avas.org) (*en pages 28 et 29 de l'AVASCOPE n° 68*).

**Pour que progresse la démocratie sociale dans l'entreprise, pour être respectés,**

**VOTEZ pour la liste AVAS - SICTAME !**

# L'évolution du Groupe en quelques chiffres

Nous avons actualisé le **tableau de bord** qui vous permet, en quelques éléments clés<sup>1</sup>, de suivre l'évolution du Groupe Total depuis qu'il a absorbé PetroFina et Elf Aquitaine. Depuis 2005, ce suivi est aux normes IFRS.

	TotalFinaElf	TOTAL				
	2000	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Eléments Financiers</b>						
Chiffre d'affaires annuel (G€)	115	159	185	200	190	178
- dont part pétrole (en %)	82	89	89	11 Amont <sup>2</sup>	11 Amont	10 Amont
- dont part chimie (en %)	18	11	11	43 MS 46 RC	44 MS - 45 RC	45 MS - 45 RC
- dont part Europe (en %)	54	69	67	75	75	70
Résultat opérationnel ajusté (G€)	15	20	24	25	21	16
Résultat net ajusté (G€)	8	10	11	12	11	10
<u>Investissements bruts</u> (G€)	8	16	25	23	26	23
<u>Investissements nets</u> (G€)	5	12	16	17	21	18
<u>Versé à l'actionnaire</u> (hors minoritaire)	3,6	5,3	6,7 <sup>3</sup>	5,5	5,6	5,8
- dont dividendes (G€)	1,6	5,3	6,7	5,5	5,6	5,8
- dont rachat d'actions (G€)	2	0	0	0	0	0
<u>Frais de personnel</u> (G€)	6,5	6,2	6,6	7,1	7,1	7,3
Nombre d'actions (millions)	740	2 350	2 364	2 366	2 378	2 385
Capitalisation (G€)	117	93	93	92	106	101
<b>Eléments Opérationnels</b>						
<u>Amont</u>						
Réserves d'hydrocarbures (Mtep)	1 470	1 426	1 523	1 516	1 537	1 536
- dont part gaz (en %)	35	44	49	50	52	54
- dont part bitume (en %) <sup>4</sup>		7	9	9	9	10
Production hydrocarbures (Mtep/an)	106	119	117	115	115	107
- dont production de brut (Mt/an)	73	67	61	61	58	52
Principale zone de production	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord	Mer du Nord / Golfe de Guinée	Mer du Nord / Golfe de Guinée	Mer du Nord / Golfe de Guinée
<u>Aval</u>						
Capacité de raffinage (Mt/an)	128	118	105	102	102	109
- dont part Europe (en %)	88	87	85	85	85	79
Quantité raffinée (Mt/an)	121	100	93	89	86	87
Nombre de stations-service <sup>5</sup>	17 700	17 500	14 800	14 700	14 800	14 800
Vente de produits raffinés (Mt/an) <sup>6</sup>	185	189	182	178	176	188
- dont part Europe (en %)	79	63	63	68	65	62
<u>Autres éléments</u>						
Nombre de pays d'implantation	120	> 130	> 130	> 130	> 130	104
Effectifs	123 300	92 900	96 100	97 100	98 800	100 300

<sup>1</sup> Pour les années 2001 à 2009, voir nos précédents tracts, accessibles sur nos sites : [www.sictame-uns-a-total.org](http://www.sictame-uns-a-total.org) et [www.esop-avas.org](http://www.esop-avas.org), comme par exemple : [http://sictame-uns-a-total.org/upload/tracts/Tract\\_2010\\_11\\_04\\_Elections\\_Conseil\\_Surveillance.pdf](http://sictame-uns-a-total.org/upload/tracts/Tract_2010_11_04_Elections_Conseil_Surveillance.pdf)

<sup>2</sup> Suite à la réorganisation de 2012, les résultats sont présentés en branches Amont, MS (Marketing & Services) et RC (Raffinage Chimie)

<sup>3</sup> Nous indiquons les sommes versées dans l'année ; l'augmentation est ici due à la mise en place des acomptes trimestriels.

<sup>4</sup> Depuis 2009, les réserves de bitume sont comptabilisées à part. Ces réserves sont localisées dans la zone « Amériques ».

<sup>5</sup> Hors réseau AS24 (ce sont les stations-service Total dédiés aux poids lourds : leur nombre est passé de 700 en 2012 à 740 en 2014)

<sup>6</sup> Total des ventes MS, y compris négoce international et ventes massives Raffinage (retraitées pour ventes UK 2012 et 2013).

## Soulignons quelques uns des éléments essentiels de l'évolution du Groupe :

En fusionnant avec PetroFina en 1999, puis en prenant le contrôle d'Elf Aquitaine en 2000, Total s'est hissé de la 10<sup>ème</sup> à la 4<sup>ème</sup> place de pétrolier mondial, avant de revenir au 5<sup>ème</sup> rang, après s'être fait dépasser par Chevron. TotalFinaElf, redevenu Total en 2003, a vu ses résultats exploser, porté par une conjoncture très favorable, qui n'a cessé de s'améliorer jusqu'en 2008, année où Total enregistra un résultat net record de 14 G€.

**Les résultats de Total sont fortement liés au prix du baril.** Après un record absolu du baril de Brent à 147 \$ en juillet 2008, la tourmente financière et économique, résultant de la crise initiée en 2007, a fait plonger le baril autour des 40 \$ fin 2008, avec **un plus bas à moins de 35 \$ en février 2009**. Les cours du baril se sont ensuite repris (62 \$ moyen en 2009, puis 80 \$ en 2010) pour se stabiliser autour de 110 \$ entre 2011 et mi-2014. **Après 3 ans de stabilité à ce niveau élevé de 110 \$, le cours du baril s'est déprécié de moitié en l'espace de quelques mois et oscille, à présent, autour des 50 \$.**

En 2009, nous affirmions « *la capacité de Total à dégager un résultat net annuel qui, fonction de la conjoncture et du prix du baril, se situe autour de 10 G€, plus ou moins 2 G€* » ; assertion confirmée plutôt en partie haute de la fourchette jusqu'à fin 2014, et ceci en dépit de la hausse des coûts d'exploration et de production puis à présent de la baisse du baril. **Pour les 9 premiers mois de 2015, Total affiche un résultat net de 7,5 G€, toujours en ligne avec cette capacité de 10 G€/an, et ceci en dépit de la baisse des cours du baril qui a fait fondre les bénéfices de plusieurs des majors pétrolières.**

**La situation n'est donc pas aussi mauvaise que certains voudraient le faire croire**, et les discours changent selon les interlocuteurs. La nécessaire politique de maîtrise ou réduction des coûts doit avant tout porter sur les coûts des investissements et des développements ainsi que sur celui des opérations. Ces coûts sont d'ailleurs naturellement orientés à la baisse dans le contexte pétrolier déprimé actuel, après la hausse annuelle moyenne de 7 % par an que dénonçait le PDG de Total en AG des actionnaires le 16 mai 2014.

A côté de cela, **on assiste à une exploitation éhontée du contexte actuel pour remettre en cause le contrat social des salariés et leurs conditions de travail** : le résultat de telles mesures, dont certaines sont d'une consternante mesquinerie, est financièrement du second ordre mais génère un fort sentiment de déconsidération et porte gravement atteinte à la motivation des salariés. Or, **les salariés méritent autant de considération que les actionnaires et les dirigeants.**

Cette situation est d'autant plus choquante que **la question du coût du capital est taboue et que le dividende a crû de 2,5 % en 2015**. L'appétit des actionnaires est insatiable : le dividende versé est passé de 1,6 G€ en 2000 à 5,8 G€ en 2014, soit une **augmentation moyenne du dividende de 9,7 % par an sur la période 2000 à 2014 !**

Dans le même temps, les frais de personnel Groupe sont passés de 6,5 à 7,3 G€/an, soit une **augmentation moyenne des frais de personnel Groupe de 0,8 % par an sur la période 2000 à 2014**. En conclusion, entre 2000 et 2014 :

**Ce qui a le plus augmenté c'est le coût du capital, ce qui a le moins augmenté c'est le coût du travail !**

Ceci fait clairement apparaître deux éléments :

- la prééminence du facteur financier sur le facteur humain ; et
- le fait que l'entreprise est avant tout au service de ses actionnaires.

**Ce n'est pas là notre vision de l'entreprise et du monde.**

**Le cash : en faire un maximum et toujours plus, voilà le nouveau credo de l'entreprise. Pour qui et pour quoi ?**

**L'emploi que fait Total du cash qu'il produit n'est pas neutre et affecte notamment sa capitalisation boursière.** Depuis plusieurs années, la capitalisation boursière peine à dépasser les 100 G€ et reste inférieure à ce qu'elle était à fin 2000 : 117 G€, ainsi qu'à son plus haut historique de 140 G€ atteint le 12 septembre 2000. Or, une faible capitalisation peut fragiliser le Groupe et favoriser les attaques de prédateurs. Contrairement à ce qui est dit, ce n'est pas la baisse du dividende qui peut affecter durablement la capitalisation. Bien au contraire et l'exemple récent de l'ENI le prouve.

En revanche, un dividende trop élevé, des rachats d'actions, des investissements insuffisants ou des cessions d'actifs importantes affectent sûrement et durablement la capitalisation de l'entreprise. Depuis 2000, Total a dépensé 29 G€ en stériles rachats d'actions et a distribué près de 70 G€ en dividendes, soit au total l'équivalent de sa capitalisation boursière. **Ces importantes sorties d'argent ont affaibli durablement la capitalisation.** Une partie de ces sommes aurait dû rester dans l'entreprise et servir à investir au moment opportun pour assurer son développement.

**Aujourd'hui et à son niveau actuel, le dividende servi par Total n'est pas la solution, il est le problème.** La meilleure façon d'assurer une bonne capitalisation n'est pas de servir un dividende déconnecté de la réalité économique et financière de l'entreprise, quoiqu'il arrive ; c'est d'**investir à bon escient et au moment opportun.**

**L'option de paiement du dividende en actions**, liée au pari incertain d'un retour à meilleure fortune d'ici 2017, réduit dans l'immédiat la sortie de cash, mais **accroît la charge du dividende de plus de 3 % par an** (sur la base d'un dividende par action maintenu constant et compte tenu de la proportion d'actionnaires retenant cette option).

**Le dividende doit être ajusté à la réalité économique et aux résultats de l'entreprise. Il ne doit pas primer sur toute autre considération et surtout les résultats doivent être équitablement partagés entre actionnaires et salariés.**

**Les investissements de Total**, insuffisants au début des années 2000, **ont atteint par la suite des niveaux excessifs**. De 2000 à 2004, **les investissements bruts** étaient de **8,8 G€/an** en moyenne ; cette moyenne est passée à **12,4 G€ /an** de 2005 à 2009, avant d'exploser à **24 G€ moyen/an** de 2011 à 2014 avec un **record de 25,9 G€ en 2013** ! On pourrait penser que le rythme d'investissement se soit ralenti en 2015. Il n'en est rien, **cet emballement des investissements se poursuit** : les investissements bruts sur les 9 premiers mois sont de 19,2 G€, soit **25 G€** en rythme annuel.

**Total doit**, non seulement réduire ses coûts, mais surtout **maîtriser ses investissements**, s'il ne veut pas connaître le sort de la grenouille de Jean de La Fontaine !

**Pour financer ces investissements colossaux, Total procède à d'importantes cessions d'actifs**. Certaines de ces cessions ont d'ailleurs pour objectif d'alléger la charge des investissements à venir. Total, après avoir bénéficié du **'trésor' Sanofi, épuisé en 2012**, se voit contraint d'arbitrer des actifs plus stratégiques, y compris dans le secteur pétrole.

La cession d'actifs et en particulier de filiales et/ou participations générant chiffre d'affaires et résultats récurrents expliquent en partie aussi la baisse du chiffre d'affaires et du résultat net observés depuis 2012.

Alors, **faut-il continuer d'investir toujours plus, sans toucher pour autant au dividende et attendre que les nouveaux investissements soient productifs de cash ? Faut-il continuer de vendre les bijoux de famille ?**

Les cessions d'actifs historiques, à rendement sûr, au profit d'investissements présumés plus rentables mais aussi plus risqués, posent question. Elles inquiètent aussi le personnel, qui se voit considéré de plus en plus comme un bien marchand. Après TIGF, Totalgaz, CCP Composites, Bostik et bien d'autres, qui sera le prochain ?

**Des alternatives existent, comme maîtriser la croissance des investissements, ajuster le dividende aux résultats obtenus (ainsi font les Américains) ou recourir davantage à l'emprunt pour financer les développements (surtout en période de taux historiquement bas)**, l'exploration restant financée sur fonds propres.

**Les résultats opérationnels de Total restent bons**. Dans l'Amont, le démarrage de nouveaux champs a permis de renouer avec **la croissance des productions** en 2010, mais le niveau de production a ensuite stagné pour baisser brutalement de 7 % en 2014. Cette **baisse de production en 2014** s'explique par la fin, le 10 janvier 2014, de la **concession ADCO** de 75 ans, détenue à 9,5 % par Total et qui représentait pour Total une production de 140 000 b/j. Fort heureusement, un **nouvel accord de concession**, opérée par ADCO et d'une durée de 40 ans, a été signé, attribuant à Total une participation de 10 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et représentant pour Total une production de 160 000 b/j. C'est ce qui **explique la forte augmentation de production en 2015**, observée après la baisse de 2014. La croissance des productions devrait se poursuivre, en lien avec les nouveaux démarrages de projets.

La croissance des productions est conditionnée au **renouvellement des réserves**. Pour accéder à la ressource minière, face à la concurrence accrue des NOC (*National Oil Companies*), le savoir faire et la capacité à financer et traiter des projets complexes - dans le respect de la sécurité et de l'environnement - sont des atouts indispensables.

Depuis 2003, **l'évolution des réserves de Total** se caractérise par une baisse continue des réserves de liquides et une augmentation relative des réserves de gaz. En 2010 et 2011, la part **bitume** a contribué à l'accroissement des réserves (*de 3 % des réserves totales en 2009, cette part est passée à 9 % en 2011 et 10 % en 2014*). La part du gaz dans les productions de Total continue de s'accroître, en lien aussi avec le développement des activités GNL. Réserves et productions ont une répartition géographique équilibrée. **En 2014**, Total a maintenu le niveau de ses réserves.

Avec la cession de sa filiale Total Coal South Africa, Total a cessé de produire du **charbon** et prévoit d'arrêter toute commercialisation et business du charbon d'ici fin 2016. Total cherche aussi à réduire son exposition aux **bitumes**.

Total a restructuré son secteur Aval en regroupant Raffinage et Pétrochimie et en créant une branche Marketing & Services, qui inclut l'activité **Energies Nouvelles** centrée sur deux axes de développement : le Solaire avec notamment SunPower et la transformation de la biomasse. Les deux branches **Raffinage-Chimie** et **Marketing & Services** ont vu leurs résultats s'améliorer significativement depuis 2011. Le résultat opérationnel net ajusté de ces 2 branches représentait 16 % de celui de Total en 2011 ; il en représentait 26 % en 2014 et, sur les 9 premiers mois de l'année 2015, il en représente 56 %, dépassant ainsi celui de l'Amont. **En 2015, ce sont le Raffinage-Chimie et le Marketing & Services qui sauvent les résultats du Groupe**, ce qui démontre bien l'intérêt de rester un groupe intégré et diversifié. La capacité de raffinage de Total s'est accrue en 2014, du fait de la mise en service de la raffinerie de Jubail en Arabie Saoudite.

**La Chimie de Spécialités**, se comporte globalement plutôt bien depuis 2010 et **participe à la résilience de Total**, face à un baril déprimé. Les multiples cessions qui affectent ce secteur menacent son devenir au sein du Groupe. Pourtant, c'est un secteur de diversification rentable comme le prouvent notamment les bons résultats du Groupe Hutchinson.

**Pour mieux suivre et comprendre l'actualité économique et sociale de l'entreprise, contactez l'AVAS ou le SICTAME**

**Téléphonez-nous** au 01 47 44 61 71 ou 05 59 83 64 83 - **ou Contactez-nous** :

**AVAS** : Immeuble City Défense Bureau 01-084 ; 16-32 rue Henri Regnault – 92092 Paris La Défense Cédex – email : [avas.total@gmail.com](mailto:avas.total@gmail.com)

**SICTAME** : Bureau 4E41, Tour Coupole, 92078 Paris La Défense, email : [holding-amont.sictame-uns-ues@total.com](mailto:holding-amont.sictame-uns-ues@total.com)

NOM et Prénom :

Adresse :

Souhaite recevoir gracieusement : AVASCOPE et/ou Cahiers du SICTAME et/ou Bulletin électronique SICTAME